

Nuits blanches et ciels étoilés



La Coupe du Monde au Brésil et les soubresauts internationaux de l'insurrection

La Coupe du Monde n'est pas une question de foot. Si un pays est candidat pour l'organisation de cet événement, c'est parce que le foot remplit aujourd'hui la même fonction que le spectacle des gladiateurs dans la Rome antique, mais également parce que c'est une occasion inespérée pour l'Etat organisateur de faire avancer à pas de géant son développement économique et son rayonnement politique. La Coupe a un coût monstrueux, néanmoins le retour sur investissement promet presque à coup sûr d'être juteux. Le Brésil, considéré comme une des grandes puissances économiques mondiales, compte bien gravir encore des échelons en organisant la Coupe et les Jeux Olympiques.

La Coupe du Monde est aussi un projet du pouvoir pour brider les tensions sociales et donner le spectacle de son adoration. Pour les entités étatiques et les intérêts économiques, c'est une occasion de créer les conditions pour ouvrir de nouveaux marchés, pour clouer le bec à certaines résistances et pour réaliser un saut qualitatif dans l'occupation du territoire et dans l'exploitation capitaliste. C'est la grand-messe moderne de l'Etat et du Capital, où l'arrogance du pouvoir s'exhibe dans le spectacle des stades, des masses beuglantes, des écrans, des émissions en direct et de la fierté nationale.

L'octroi de l'organisation de la Coupe du Monde 2014 à l'Etat brésilien a significé une intensification immédiate et systématique de la militarisation de la

gestion de la « paix sociale ». Créées sur le modèle des tristement célèbres « opérations de pacification », de nouvelles unités de police ont vu le jour, les *Unidades de Polícia Pacificadora* (UPP), implantées depuis 2008 dans des dizaines de quartiers difficiles et de favelas de Rio de Janeiro. Au nom de la guerre contre le trafic de drogue, l'Etat a repris de façon militaire le contrôle des quartiers. En l'espace de quatre ans, selon les chiffres officiels, rien qu'à Rio de Janeiro, plus de 5500 personnes auraient été tuées par la police. Dans les quartiers où les gangs de trafiquants ont été chassés, des paramilitaires font maintenant la pluie et le beau temps.

Mais la Coupe du Monde ne tient évidemment pas du seul aspect en uniforme. Pour un montant dépassant les 3500 millions de dollars, des stades ont été construits dans des endroits stratégiques des villes. Des favelas ont été expulsées et rasées pour construire de nouveaux quartiers de classes moyennes, des centres commerciaux, des hôtels de luxe et des aménagements pour les plages. Des axes de transports et des autoroutes ont été réaménagés et sécurisés ; des aéroports, des ports et des réseaux d'électricité ont été construits ou reconstruits. A Rio de Janeiro, 250 000 personnes ont été expulsées de leurs habitations afin de faire de la place pour les projets de construction liés à la Coupe du Monde de 2014 et aux Jeux Olympiques de 2016. La Justice brésilienne n'a pas caché ses intentions à propos de ses plans pour l'avenir de tous ces stades qui ne serviront dans leur majorité à accueillir que quelques matchs : des études sont en cours pour examiner comment les nouveaux stades à Manaus, Brasilia, Cuiabá et Natal pourraient être transformés en prisons.

En octobre 2013, le chantier du nouveau stade de Cuiabá part en fumée.

La Coupe du Monde est donc une *opération d'épuration sociale*. L'Etat et le Capital se débarrassent des indésirables, de ces couches de la population devenues superflues dans la circulation marchande et qui ne peuvent que devenir sources de troubles. Ce serait toutefois une erreur de considérer cette opération comme une « exception » que les démocraties légitiment via le biais de la Coupe du Monde : il s'agit bel et bien d'une restructuration, d'une intensification du contrôle social et de l'exploitation. Coupe du Monde ou crise, guerre ou reconstruction, désastres naturels ou urgences... le pouvoir nous fait miroiter des « situations d'exception » qui sont en fait le cœur même du progrès capitaliste et étatique.

La grand-messe de la Coupe du Monde ouvre tous les marchés imaginables. Et cela ne concerne pas uniquement la spéculation immobilière ou l'industrie de la sécurité. Depuis des mois, des paysans signalent que des camions bourrés de cocaïne vont et viennent depuis la Colombie pour répondre aux « besoins » des trois millions de touristes attendus. Tout comme lors de la Coupe du Monde en Afrique du Sud en 2010, la prostitution se développera de façon vertigineuse. Sur les chantiers des stades, où de nombreux ouvriers immigrés triment dans des conditions particulièrement dures, les entreprises les fouettent pour réussir à tenir les délais. Sans oublier les différentes fractions du pouvoir au Brésil qui négocient et concluent des accords avec le gouvernement : des gangs de trafiquants s'occupent du sale boulot d'expulser les gens qui résistent trop aux programmes d'urbanisation, tandis que les paramilitaires sont employés par des entreprises pour assurer la sécurité sur les chantiers et écraser les grèves ou les protestations à coup de chantages et de meurtres.

Mais la nouvelle donne, ce n'est pas toute cette horreur. La nouvelle donne, c'est comment en juin 2013, le Brésil a été en flammes pendant presque un mois. Ce qui a débuté comme un mouvement contre la hausse du prix des tickets de bus est devenu une révolte incontrôlée et généralisée contre le pouvoir. Depuis ce mois de révolte, il y a toujours plus de conflits autour des expulsions, de résistances contre des plans d'austérité, de protestations contre les meurtres policiers, ou même de troubles anti-patriotiques comme lors de la fête nationale du 7 septembre, etc., qui ont dégénéré et ont échappé au contrôle de la médiation politique classique. Ces derniers mois, une imagination sociale est née au Brésil qui pourrait demain à nouveau incendier les rues.

* * *

Pendant qu'en Syrie, le pouvoir et ses concurrents cherchent à arrêter la vague de soulèvements et de révoltes contaminant toujours plus de régions du monde et à la noyer dans un bain de sang ; pendant qu'en Grèce, la population se voit accablée et terrorisée afin d'effacer la mémoire de l'insurrection de décembre 2008 ; pendant qu'en Ukraine, un soulèvement populaire se voit piétiné par un jeu macabre entre différentes fractions du pouvoir ; pendant qu'en Egypte, Turquie, Bosnie, Libye, etc., l'ordre semble

se réorganiser et se rétablir, la Coupe du Monde au Brésil se présente comme une tentative de recouvrir d'une chape de plomb les contradictions sociales qui traversent toute l'Amérique Latine.

Tout en prenant différentes formes selon les contextes et les conditions, une restructuration du Capital et de l'Etat est en cours partout dans le monde. Les frontières nationales se révèlent plus que jamais être ce qu'elles ont toujours été : des grillages et des murs pour gérer la révolte potentielle des déshérités. Ce n'est donc pas un hasard si face à la contamination manifeste entre les différentes révoltes des dernières années – une contamination qui n'est pas tellement basée sur des conditions similaires, mais plutôt sur une nouvelle imagination non-médiée de la possibilité de se soulever, d'une autre vie – l'Etat joue sur le nationalisme et les sentiments réactionnaires : des mouvements fascistes en ascension sur le continent européen jusqu'au renouveau du patriotisme dans des pays qui ont connu des « printemps arabes », de l'anti-impérialisme à deux balles d'anciens dirigeants comme Chavez jusqu'à la fièvre pour les équipes nationales de foot.

Mais au lieu de détailler plus avant les mouvements internationaux de la réaction, penchons-nous plutôt sur ceux de la révolte et des possibilités qu'ils ouvrent. Lors de la révolte de juin 2013 au Brésil, les insurgés ont crié : « *après la Grèce, après la Turquie, maintenant c'est le tour du Brésil !* » Les révoltes que nous avons connues ces dernières années ont entrouvert la porte pour en finir avec *l'ici* et le *là-bas*. Les liens entre les différents Etats nationaux en matière de répression ont certes été renforcés avec une rapidité vertigineuse, mais cela ne devrait pas nous étonner ou nous effrayer. Vu l'instabilité sociale croissante et l'entremêlement total des économies et des systèmes étatiques, on peut imaginer que si quelque chose se passe quelque part, cela pourrait avoir des conséquences *ailleurs* aussi. Et ce mouvement est déjà en cours dans l'imagination même, ce sol particulièrement fertile pour la révolte. Il s'agit maintenant d'introduire cette imagination aussi dans nos projets de lutte et de saisir les occasions qui se présentent.

Il n'existe pas de science de l'insurrection. Beaucoup d'exemples récents – des émeutes à Londres en 2011 aux soulèvements dans le monde arabe – nous montrent le caractère imprévisible de l'insurrection. Les prétextes peuvent même être très « banals ». Cette imprévisibilité ne devrait toutefois pas nous pousser vers une position d'attente du « prochain tour » quelque part dans le monde ; celle-ci affirme plutôt la nécessité d'une conflictualité permanente, d'une préparation en idées et en actes. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourrait espérer ne pas se trouver démunis lors de tels moments : peu importe où l'on se trouve sur la planète, on pourrait tenter de faire des contributions qualitatives qui poussent les révoltes en cours dans une direction radicalement émancipatrice, qui les font frapper aux structures fondamentales de la domination moderne et de sa reproduction, des structures qui se trouvent *derrière* les rangées de flics et les façades

de banques. Souligner le caractère imprévisible de l'insurrection ne signifie pas pour autant prétendre qu'elle tombe de la lune. Il s'agit juste de préciser qu'il peut y avoir des tensions qui indiquent des possibilités grandissantes de révolte, mais qu'il n'y a aucune certitude quant à savoir si ces possibilités deviendront réalité. A l'inverse, il peut y avoir des contextes ou des conflits qui ne laissent pas du tout entrevoir le déchaînement prochain de la révolte et qui font pourtant sauter le couvercle de la marmite. L'imprévisibilité de l'insurrection ne devrait néanmoins pas être un problème majeur pour les anarchistes qui s'affrontent continuellement avec l'autorité, c'est un problème majeur pour l'Etat. Si on analyse les investissements massifs qui sont faits à l'échelle internationale dans le contrôle et les moyens répressifs, il ne semble pas que l'Etat soit complètement inconscient de ce point faible.

L'insurrection est un jeu de liens inouïs et d'actes imprévus. Ce n'est pas une mathématique où les présences numériques apportent la réponse définitive. Ce n'est pas une question de « solidarité extérieure » qui applaudit la révolte de l'autre. Chaque contexte et chaque moment offrent des possibilités et des opportunités différentes. Les anarchistes doivent se donner les analyses, les connaissances et les moyens pour passer à l'offensive et attaquer.

On doit aussi chercher à apprendre, dans nos analyses comme dans nos pratiques, des expériences insurrectionnelles. Le temps de la domination va toujours plus vite et fait s'estomper la mémoire des révoltes. Les insurrections ne sont pas la révolution sociale et ne peuvent pas non plus être considérées comme des étapes dans un développement linéaire vers la révolution sociale. Ce sont plutôt des moments de ruptures lors desquels le temps et l'espace échappent de façon éphémère à l'emprise de la domination. Vu l'accentuation de la répression – le fait que l'autorité est toujours prête à noyer dans le sang l'insurrection des opprimés – et la confusion apparente des motivations de nombreuses personnes lors des moments contemporains de révolte, certains reculent devant la perspective insurrectionnelle. Et pourtant. C'est précisément l'insurrection qui brise l'étreinte du contrôle et de la répression dans un monde où l'extermination de masse et le massacre organisé sont déjà la routine quotidienne de l'Etat et du Capital. C'est précisément l'insurrection qui peut créer l'espace permettant de traduire son rejet et sa révolte dans des idées plus claires et plus affirmées. La peur du caractère imprévisible et incontrôlable de l'insurrection ne se trouve pas seulement du côté de l'ordre, mais aussi chez les révolutionnaires qui cherchent le salut dans la répétition de vieilles recettes politiques : au lieu de l'attaque partout et tout le temps, la construction d'un mouvement révolutionnaire unifié ; au lieu de l'insurrection, le développement graduel d'un « contre-pouvoir » ; au lieu de la destruction nécessaire, l'illusion d'un changement progressif des mentalités. On voit alors des anarchistes qui reprennent le rôle de la gauche mourante ou des ex-insurgés qui partent à la recherche de certitudes dans des élucubrations sur le « sujet historique du prolétariat » ou encore se mettent à

lire les œuvres d'un Lénine pour trouver les recettes d'une « révolution victorieuse ». Les récentes expériences insurrectionnelles signalent pourtant toutes la nécessité de trouver *d'autres* chemins, des chemins qui se séparent radicalement et définitivement de toute vision « politique » de la guerre sociale.

La perspective révolutionnaire classique de l'auto-gestion est morte. Il est grand temps d'en prendre définitivement acte et de mettre un terme aux tentatives de la ressusciter sous d'autres mots et sous d'autres formes. Aucune structure du capital ou de l'Etat ne peut être reprise pour s'en servir d'une façon émancipatrice ; aucune catégorie sociale n'est de par son essence porteuse d'un projet de transformation sociale ; aucune bataille défensive ne se transformera en offensive révolutionnaire. Le paradoxe contemporain à affronter réside dans le constat que d'un côté, l'insurrection a besoin d'un rêve de liberté qui lui donne de l'oxygène pour persévérer et de l'autre, son œuvre se doit nécessairement totalement destructive pour avoir un espoir de dépasser l'extinction et l'enkystement. L'insurrection est nécessaire pour débayer le chemin vers la libération individuelle et sociale ; et ce sont les *vitamines de l'utopie* qui forcent des horizons inespérés pour échapper à la prison sociale. C'est à partir de la confluence entre une pratique insurrectionnelle et des idées de liberté qu'une *perspective révolutionnaire contemporaine* peut naître.

Le caractère destructif de l'insurrection porte sur la destruction de l'édifice de la prison sociale dans lequel nous vivons toutes et tous. Il est nécessaire d'étudier et d'analyser où se trouvent *aujourd'hui* ses murs, ses gardiens, ses miradors si on se propose de les frapper. La domination moderne a disséminé partout des structures qui permettent la reproduction de la prison sociale. Pensez aux infrastructures technologiques omniprésentes qui nous attachent toutes et tous au rôle de prisonnier sans qu'elles aient des chaînes visibles en tant que telles. Ou comment l'accumulation capitaliste s'oriente fondamentalement vers la *circulation*. En Europe en tout cas, l'exploitation ne se concentre plus comme avant dans de grands bastions, mais s'est étendue et décentralisée en enveloppant tous les aspects de la vie. Les connexions entre ces aspects sont assurées par des chemins, des câbles, des pipelines, des voies ferrées, des conduites souterraines qui représentent les veines de la domination. On ne sera certainement pas les derniers à pousser des cris de joie si des insurgés mettent le feu au parlement quelque part dans le monde, mais les contributions anarchistes à la guerre sociale consistent sans doute aussi à indiquer et à attaquer plus précisément comment et où l'autorité se nourrit et se reproduit.

Mais la destruction ne suffit pas. L'acte et la pensée doivent marcher main dans la main. On ne peut pas espérer raser les murs de la prison sociale si nous n'essayons pas déjà de regarder au-delà de son enceinte, vers des horizons inconnus, même si cela est difficile. *On ne peut pas penser librement à l'ombre d'une chapelle*. C'est exact. Mais la chapelle n'est pas seulement un bâtiment, c'est une matérialisation des

rapports sociaux et des idéologies dominantes. C'est *en désirant* ce que ces rapports et idéologies n'offrent pas, ce qu'ils effacent de l'imaginaire, ce qu'ils suppriment dans la *pensabilité* même, que nous nous retrouverons à couteaux tirés avec l'existant. On n'a pas besoin d'un énième programme pour planifier la transformation du monde, pas plus que d'expériences alternatives qui sèmeraient les graines de l'anarchie de demain. Non ! Ce qu'il nous manque, c'est la projection de nous-mêmes dans un environnement complètement autre, de *rêves*. Ce n'est qu'en laissant derrière nous le réalisme qui revendique une nouvelle couche de peinture pour nos cellules, des promenades plus longues, davantage d'activités... que nous pouvons espérer se reprendre à rêver, à mettre des mots sur nos désirs, ces mots indispensables pour exprimer et communiquer une perspective révolutionnaire. Le monde laisse entrevoir ce qui peut être fait, nous devons faire *ce qui ne peut pas être fait*. Refaire de la tension éthique anarchiste face à ce qui nous entoure, le fer de lance de notre combat pour la liberté. Ne pas laisser dégénérer l'anti-autorité en posture politique, mais le faire brûler comme quelque chose qui nous anime au quotidien, quelque chose qui nous rend ivres de désirs et incontrôlables en pensées comme en actes. Continuer à partir de l'individu, à l'individualité autonome capable de réfléchir, de rêver et d'agir, partout et toujours, lors de moments d'agitation sociale comme de réaction sanglant, contre les vents et les marées du conformisme et des évaluations stratégiques. Le cœur d'un tel anarchisme impétueux est aussi le noyau de futures perspectives révolutionnaires.

* * *

Personne n'en doute encore. L'Etat non plus. La Coupe du Monde au Brésil ne se passera pas sans encombre, tout comme les projets d'épuration sociale au pays de l'Amazone se sont heurtés à une résistance inattendue qui ne se laissera plus aussi fa-

cilement désarmer. Le gouvernement brésilien s'est permis d'annoncer qu'il mobilisera 160 000 policiers et militaires pour maintenir l'ordre lors de la grand-messe, renforcés par quelques dizaines de milliers d'agents de sécurité privée, en ce moment même en formation partout dans le monde. Tous les Etats accentuent leur propagande pour leur équipe nationale et préparent l'entrée massive de touristes et de devises étrangères, cet autre versant de la guerre capitaliste. Ils nous préparent un hommage planétaire au pouvoir et à l'écrasement de la révolte.

La Coupe du Monde se matérialise sur une quantité de terrains qui sont autant de possibles pistes d'attaques. Dans les quartiers des métropoles brési-liennes, elle prend la forme d'une épuration urbanistique et militaire réalisée par des entreprises internationales de construction, des bureaux d'architectes de partout et des mastodontes de la technologie. Les emblèmes nationaux inonderont les rues, les sponsors commerciaux bombarderont la planète entière avec des publicités, les médias assureront des émissions en direct du spectacle de l'aliénation. Les boîtes de sécurité et les bureaux de conseils se pressent au portillon des autorités avec des modèles modernes de combat anti-insurrectionnel dans les nécropoles, tandis qu'une toile à mailles resserrées de technologies de communication permet un contrôle diversifié. La machinerie de la Coupe du Monde se compose d'innombrables rouages qui sont étroitement liés et interdépendants : à chacun, partout dans le monde, d'étudier quelles rouages sont susceptibles de perturber et de paralyser la machinerie.

« *Não vai ter Copa* ». Nombreux révoltés au Brésil se préparent à transformer la Coupe du Monde en cauchemar pour l'Etat et en flambeau d'insurrection pour les amants de la liberté. Ce flambeau ne devrait pas brûler uniquement à Rio de Janeiro, Sao Paulo ou Porto Alegre, saisissons l'occasion pour illuminer partout les ténèbres de la domination.



Contre la grand-messe de l'Autorité

pour l'attaque internationaliste et l'insurrection